

Charles-Jean-Marie Alquier

Confrère de l'Oratoire
Entré : 1772

Sorti : 1776

Né à Calmont (Vendée) le 13 oct. 1752.

Mort à Paris, le 4 février 1826.

Avocat

Maire de la Rochelle

Député aux États généraux

" à la Constituante

chevalier de l'Empire 28 mai 1809

Baron de l'Empire

Notes biographiques et bibliographiques

J. P. Bonnardet
fr. de l'Oratoire
Archiviste

Voir : archives parlementaires : assemblée constituante et convention (passim)

Michaud : Biographie, t. 56, p. 242 et édition 1816, t. I p. 54.

Rabbe et Boijolin : Biographie universelle des contemporains, Paris, Bocquet, 1839.
t. V, p. 11.

Hoefler : Nouvelle biographie générale, Paris, Didot, 1855, col. 215.

S^t de gens de lettres : Biographie universelle, Paris, Furne, 1838, t. I, p. 87.

Robinet : Diction. historique et biog. de la Révolution, t. I, p. 25.

Pérennis : Biog. universelle, Paris, Leroux et Ganne, t. I, p. 200.

Biographie moderne, Paris, Gynery, 1815, t. I, p. 32.

Biographie moderne, Leipzig, Bason, 1806, t. I, p. 39.

Robert et Congny : Diction. des Parlementaires, Paris, Bourloton, 1889, t. I

Encyclopédie des gens du monde.

Moniteur universel (réimpression) passim

D'Aussonville : L'église romaine et le 1^{er} Empire (passim)

Liste des principaux agents et moteurs de la Révolution s.d. in 8

Aulard : Recueil des comités de salut public, t. I

Chibaudou : Mémoires, t. I p. 93.

Barrière : collection de mémoires : t. xxxi p. xiii et 149 = t. xxxvi, p. 271.

Révérend : annuaire du 1^{er} Empire, t. I, p. 8.

Tucley : répertoire des sources de l'histoire de Paris, t. V, n. 754.

Lamatitière : Panthéon de la légion d'honneur, t. III p. 49-51.

Kuscinski : Dictionnaire des conventionnels 1916 p. 5-6.

Feuillere : Biographie de la charente inférieure : t. I, p. 11-12.

A. Humbert : Biographie des condamnés, 1828 p. 5-5.

A. Soré : L'Europe et la Révolution française, t. IV, V, VI, VII.

Correspondance du comte de la Forest (société d'histoire contemporaine) 3 vol in 8 passim.

La cour d'Espagne au commencement du XIX^e siècle d'après la correspondance d'Alquier, dans la Revue des questions historiques
Grandmaison : L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution 1892 passim. année 1909, p. 249 et suiv.

M. Coquelle : La mission d'Alquier à Stockholm, dans la revue d'histoire diplomatique 1909, p. 196 et suiv.

Bull. hist. et phil. du comité des travaux hist. et scientifiques 1907, p. 153-154.

Balthaz : Diction. de biog. française, Paris, Letourzey 1936, t. II, col. 323-326.

F. Chénard : Alquier et les massacres de Versailles, 1893 (R.F. XXIV, p. 363-365)

A. Prevost : Notice bio-bibliographique. (Dict. de biog. fr. t. II, col. 323-326)

Charles, Jean Marie Allquier, Diplomate, né le 13 oct. 1752 à Calmont, près de Tulle (Vendée), ne quitta les études chez qui il avait fait ses études, qu'en moment de remplir les fonctions d'avocat du roi au présidial de La Rochelle. Il était marié de cette ville et procureur du roi au Tribunal des Trésoriers de France, lorsqu'il fut élu, par le pays d'Amis, pour la 1^{re} fois le 1789. A l'assemblée constituante, il siégea au côté gauche, où ses talents et ses connaissances lui acquiescent bientôt de la considération. Il fut d'abord membre du Comité des rapports, auquel il mit en 1790, à la fin de juillet, après avoir fait partie de celui de la marine et des colonies depuis le 1^{er} mars. Sous la présidence de Dandré, l'assemblée le nomma l'un des secrétaires. Chargé d'un rapport sur les troubles occasionnés dans l'île de Calago par la résistance aux nouvelles lois, il provoqua le 31 juillet, et obtint le rappel du gouvernement. Quelques jours après, on adopta aussi ses conclusions dans une affaire très importante par les suites qu'elle pouvait avoir dans les provinces méridionales. Le Directoire donna à cause la municipalité de Nîmes, à cause de sa conduite pendant de premiers troubles déjà sanglants entre les républicains et les catholiques, l'ordre de l'arrêter de tout de suite sans délai. Il avait été d'abord en 1790 en 1791 et en 1792, auxquelles les autorités du pays n'auraient point levisé de prétexte, si elles n'avaient pas été induites elles-mêmes d'un fonctionnaire suranné. Le nouvel ordre de choses offrait aux protestants une sécurité dont ils n'avaient jamais joui, avant par cela seul l'église aux catholiques. Ils formaient dans le district d'Alger des assemblées qui animaient l'esprit de rébellion, mais dont les présidents et les commissaires furent promptement démis. D'après le rapport d'Allquier, l'Assemblée constituante vota le 2 avril 1792, le renvoi des plus opiniâtres d'entre eux devant la haute cour nationale, et déclara également qu'à l'égard de ceux qui s'étaient rétractés, il n'y avait pas lieu à s'occuper. Louis XVI étant parti pour la frontière dans la nuit du 20 au 21 juin, le 22, on nomma trois commissaires, au nombre desquels était Allquier pour présider dans les départements du Bas de la Seine et du Nord la réfection des troupes. Très réprouvé qui était dans la cause comme des obstacles sur lesquels Allquier, de retour à Paris, appela l'attention de l'Assemblée. Ce fut aussi d'après son rapport qu'elle annula des arrêtés pris dans le département des Bouches du Rhône, où des troubles avaient éclaté dans la ville d'Arles. Il signala les vicissitudes du contre-sens accordé aux républicains, et donna un moyen de réconciliation pour des républicains contre-révolutionnaires. Enfin il demanda qu'après la tenue des séances de l'Assemblée, elle adressât au peuple une instruction relative à la constitution civile du clergé. Le session étant finie, Allquier présida le Tribunal criminel de Seine-et-Oise. Le 9 septembre, il s'efforça, mais vain, de contribuer à la mort des prisonniers venus d'Orléans; il était absent lorsqu'ils succombaient. Député à la Convention par le département de Seine-et-Oise, en 1792, il partagea avec Vitet et Bissy d'Angles, une mission qui avait pour objet de présider les troubles à Lyon et d'apaiser en même temps les républicains. L'objet formé à l'armée des Alpes. Tant dans les départements de l'Ouest, où il dirigeait la marche des troupes mises en réquisition pour la remonte de la cavalerie, il neignit point de s'opposer la conduite de quelques uns de ses collègues appartenant à une faction déjà puissante. On assure qu'il dit à Jean-Bon-Saint-André: « Vous autres, grands faiseurs, vous amiez à vous attaquer aux hommes; moi, je préfère mes chevaux, bonnes gens qui jamais ne déçoivent, et qui mourraient de faim sans se plaindre. » Dans la nuit de Louis XVI, le vote d'Allquier ne fut pas improbable: néanmoins il eût été bon sans doute qu'on prit unanimement une résolution ainsi subordonnée à l'effet du temps. Allquier demandait la mort avec sursis jusqu'à la paix, afin qu'à cette époque le corps législatif pût connaître la peine; mais dans le cas d'une invasion de troupes étrangères, ou de la part des princes ennemis, l'exécution du jugement n'aurait plus été de retard. Allquier vota étranger aux autres mesures violentes prises ensuite par la partie de la montagne, et il n'eut part aux proscriptions ni comme agent, ni comme victime. Il se plaignait, en septembre 1794, de diverses rigueurs qu'on avait eues dans la Vendée; il s'éleva particulièrement contre les moyens employés par le général Bureau. Quatre mois après, il fut chargé d'une mission, après 12 années du Nord et de l'Est de France, et il fut fait à l'organisation de la Hollande, immédiatement après la conquête. Il était de retour à Paris, lorsque le conseil des anciens fut institué: il en fit partie, et le 21 mars 1795, les fonctions de secrétaire lui furent confiées. C'est lui qui rédigea le rapport à la suite duquel la conservation des arts et métiers fut établie dans l'ancienne abbaye de St-Martin des Champs, et, peu de temps après, le don de plusieurs modèles de machines fut un nouveau témoignage de son zèle pour la propagation de l'industrie.

Tout comme dans laquelle il était appelé à rendre de plus grands services d'envies pour lui en 1798. Sorti du corps législatif au mois de mai, il fut presque aussitôt désigné pour se rendre à Alger avec le titre de consul-général; mais quelques semaines après il partit pour la Bavière en qualité de ministre résident. Il était ministre plénipotentiaire près cette cour, lorsqu'en demandant que le duc de Wurtemberg promît d'écarter de son territoire les troupes autrichiennes, dont la présence inquiétait les Français, il déclara expressément que le duc de Wurtemberg n'avait aucune intention de faire insurger l'Autriche, et que, si la cour s'en était rendu compte, il ne fallait l'attribuer qu'aux machinations des Anglais. Bientôt par l'entremise de Charles, à quitter Munich avant l'arrivée de Rastatt, et escorté par deux officiers jusqu'aux avant-postes français, il repassa la frontière en mars 1799. La recte fin de sa vie lui fut alors confiée, mais le genre d'occupation lui convenait peu. Immédiatement après le 18 brumaire, le nouveau gouvernement l'envoya à Madrid comme ambassadeur; il y négocia l'affaire relative à la Toscane qui, se trouvant ainsi à la disposition de la France, devint ensuite le royaume de Murcie. Vers la fin de l'année 1800, ~~renvoyé~~ il fut renvoyé à Madrid par Louis Bonaparte; mais en février suivant, il se rendit à Florence comme ministre plénipotentiaire, pour y traiter de la paix avec Naples, et, par un effet de convention signée le 28 mars, entre l'Espagne, si voisine cependant de la Toscane, fut cédée à la France. Des qu'elles furent ratifiées, il passa à l'ambassade de Naples, où il arriva en avril, et où il résida longtemps. Le duc de Richelieu, premier ministre napoléonien depuis un grand nombre d'années, et seul arbitre des affaires, s'étant permis dans une entree diplomatique, en 1804, des propos peu convenables à l'égard de la France, Elguier déclara qu'il ne traiterait plus avec lui, et le roi se vit obligé d'éloigner son ministre. Mais l'année suivante, d'autres conseils prévalurent à Naples; une flotte et une armée combinée anglaise et napoléonienne furent reçues dans les ports des Deux Siciles, et, le jour même, Elguier s'éloignant sans prendre congé du roi, emmena avec lui tous les Français restés de quelque manière diplomatique. Cette décision prompte et ferme n'avait pu déplaire à Napoléon; Elguier, qui s'était arrêté à Rome, y remplace bientôt comme ambassadeur, le cardinal Fesch. Il fellut y continuer les négociations difficiles avec Pie VII, qui, après avoir un peu compromis sa dignité comme chef d'Église, en consentant à Paris pour servir Napoléon, tenait plus religieusement à l'intégrité des droits temporels, mais surtout acquis par le saint Siège au vieux temps. En instruisant Napoléon de la persécution de Pie VII, l'ambassadeur parait avoir insisté sur ce qu'elle pouvait avoir de louable; il fut appelé à Paris pour répondre davantage, et quitta Rome, en février 1808, avant que l'empereur ne fût avec le Pape. Les divers résultats des négociations d'Elguier avec Pie VII se trouvent surtout dans le Recueil des actes cinquième de Rome dans la contestation du Pape avec Napoléon, publié d'abord à Londres, et réimprimé à Paris depuis 1814. L'empereur se contenta de dire à Elguier: Vous êtes d'écrit; mais il ne le désignait point. En 1810, il le fit partir pour Stockholm avec le titre d'envoyé extraordinaire. C'était encore une mission difficile: l'ordre impérial était d'espérer de la Suède la stricte observation du système continental, et pourtant le commerce avec la grande Bretagne était regardé par les Suédois comme indispensable pour l'écoulement des produits de leur sol. Le cabinet de Stockholm ne fut pas longtemps sans doute; Elguier, transféré à Copenhague en 1811 par les ordres de sa cour, y conserva le même titre. Il y conclut, en 1813, un traité d'alliance offensive et défensive qu'il maintint habilement jusqu'à l'abdication de l'empereur, et en se conciliant personnellement les bonnes grâces de Frédéric VI. En juin 1814, Elguier fut appelé. Son ancien vote, bien qu'il eût été conditionnel, et dès lors de nul effet, servit de prétexte, en 1816, pour lui appliquer les dispositions de la loi d'amnistie du 12 janvier. Le banissement ne dura qu'environ deux années, qu'il passa à Vilvoorde, près Bruxelles. En commencement de 1818, il dut se rendre en France aux sollicitations de Boissy d'Anglas et à la volonté expresse de Louis XVIII, qui avait toujours gardé, pour le guider dans d'autres temps, le souvenir de la conduite tenue par un grand nombre de personnages à travers les vicissitudes de la révolution. On assure que le monarque s'empresse de répondre: « Je connais M. Elguier; lorsqu'il était à Naples, il a fort bien agi envers les Espagnols; j'ai vu qu'il rentre. » Le rappel d'Elguier ne fut qu'un adoucissement à ses souffrances. Attaqué de la pierre, il subit l'opération en 1821; mais quoiqu'elle parût avoir pleinement réussi, une inflammation se déclara plus tard, et il mourut le 4 février 1826. On a son portrait de la main de David, et fait à Bruxelles.

Charles Jean Marie Alquier, avocat du roi avant la révolution, fut en 1789 député du tiers-état de la sénéchaussée de la Rochelle aux États généraux, et devint successivement membre des comités des rapports, de marine et des colonies. Au nom du premier de ces comités, il fit, le 22 oct 1789, un rapport sur un mandement de l'évêque de Gréguet, qu'on accusait de provoquer dans la Bretagne l'insurrection contre l'assemblée et ses lois. Ce travail fut suivi d'un décret ordonnant la poursuite de ce délit par le tribunal chargé d'instruire contre les crimes de lèse-nation. Ce fut le 4 mars 1790 qu'il entra au comité des colonies : dans le même mois, lors de la discussion sur l'usage du contre-signe accordé aux députés, il dénonça vivement l'usage qui se faisait par ce moyen de libelles contre-révolutionnaires. Le 31 juillet suivant, il fut proclamé secrétaire, sous la présidence de Dandré, de 17 février 1791, il fit un rapport sur les troubles survenus dans l'île de Gabago, et défendit avec chaleur Gueslin, Guys et Bresque, qui avaient voulu faire triompher les principes de la révolution dans la colonie : il rejeta le blâme sur le commandant Gobal, dont il demanda le rappel ; ce qui fut décrété. Dans la séance du 19 du même mois, il fit un autre rapport sur les rixes sanglantes qui avaient eu lieu à Nîmes entre les Protestants et les Catholiques, et parla en faveur de ceux qu'il désignait sous le nom d'amis du nouvel ordre de choses. Le 2 avril suivant, il présenta un nouveau rapport, et obtint un décret par lequel l'Assemblée, déclarant qu'il n'y avait pas lieu à délibérer sur la conduite des présidents et commissaires des assemblées soi-disant catholiques de Nîmes et d'Uzès qui se retranchaient, envoyait à la Haute Cour d'Orléans ceux d'entre eux qui persistaient dans leurs démarches et esprit de rébellion. Nommé le 22 juin commissaire près les départements du Nord et du Pas de Calais, pour maintenir l'ordre et la tranquillité qui pourraient être troublés sous le prétexte de l'évasion du roi, M. Alquier donna à l'Assemblée des détails sur la mission, avoua, dans la séance du 28 août, que le régime de Beauce était dans un état d'insurrection fâcheux, et demanda que les mesures les plus promptes fussent prises pour réprimer les excès auxquels se portaient les soldats. Un de ses derniers travaux à l'Assemblée constituante fut le rapport sur les troubles d'Orléans, suivi de l'annulation des arrêtés du Département des Bouches du Rhône et de l'improbation de la conduite de l'Assemblée électorale. Pendant la première législature, il passa aux fonctions de président du Tribunal criminel

Du département de Seine et Oise, et ce fut, en cette qualité qu'il essaya, en septembre 1792, d'empêcher le massacre des prisonniers venus d'Orléans; mais Danton, alors ministre de la justice, lui défendit de se mêler de cette affaire. Il fut alors nommé député de ce département à la Convention nationale, où il vota la mort de Louis XVI, demandant que l'exécution fût différée jusqu'à la paix, époque où le corps législatif alors en exercice pourrait faire exécuter ou commuer la peine, mais qu'elle eût lieu en cas d'invasion d'une armée étrangère ou de la part des ci-devant princes français émigrés.

Envoyé dans le courant de 1793, en mission à Brest, il y fut remplacé le 10 mai par Cavaignac. Jusqu'à l'époque du 31 mai, il ne resta jamais assis à la même place pendant toute une séance. A 2 heures il siégeait au milieu et riait avec Verguian; à trois, il était sur la montagne, donnant la main à Danton, causant avec St Just, et n'applaudissant jamais que du pied. Pendant sa mission dans les départements de l'Ouest, pour la réquisition des chevaux, il fut accusé d'y avoir très bien fait ses affaires, sans affliger personne. Il dit un jour à Jean Bon St André: « Vous autres grands faiseurs, vous aimez à commander aux hommes; pour moi, j'aime mieux mes chevaux, ce sont les meilleurs gens du monde; jamais ils ne dénoncent, et ils mourraient de faim sans se plaindre. » Quelque fut aussi envoyé en mission à Lyon, dans le temps où cette ville était devenue la proie des Terroristes; mais il fut plutôt voisin qu'actent dans les mesures révolutionnaires que ses collègues y firent exécuter. Le reste de sa carrière législative présente peu de travaux; mais on le voit marcher toujours avec les événements. Au commencement de l'an III (fin sept. 1794), il parle contre les horreurs commises dans la Vendée, et accuse le général Bureau. Dans l'hiver de la même année, envoyé aux armées du Nord et de Sambre et Meuse, il se fit remarquer par la modération de sa conduite; ce fut lui qui transmit à l'Assemblée les détails de la conquête de la Hollande, et qui prit, avec ses collègues de mission, différents arrêtés pour organiser les nouvelles administrations de ce pays. Après la session contentieuse, devenu membre du conseil des 500, il en fut nommé secrétaire le 1 germinal an IV (21 mars 1795). Il présenta, dans la séance du 15 fructidor (1 sept. 1796) l'avis d'une commission pour la suppression du clergé régulier de la Belgique. « En donnant aux religieux et religieuses, dit-il, un capital suffisant pour les faire subsister, ils n'auront point à se plaindre. » Le conseil approuva la résolution. Étant sorti du corps législatif en prairial an VI (mai 1798) il fut d'abord nommé par le Directoire consul à Tanger, puis ministre près de l'éléveur de Bavière, avec le titre d'envoyé extraordinaire. A la fin de 1798 (commencement de l'an VII) il réclama près de la cour de Munich le paiement à la France de 14 millions de contributions et la retraite des troupes impériales. Dans une lettre

publique adressée au Baron de Hompesch, il démentit fortement les projets attribués au Directoire, de vouloir révolutionner les états du Duc de Wurtemberg, et, suivant l'usage du temps, rejeta sur les Anglais la propagation insidieuse de ces nouvelles. A la suite de la dissolution sanglante du congrès de Rastadt, Alquier fut invité par le Prince Charles à se retirer de Munich, et conduisit ensuite de brigade en brigade jusqu'aux avant-postes de l'armée française, où il arriva en ventôse de l'an VII (mars 1799). En sept. de la même année, le Directoire lui donna la place de nouveau général du Département de S. et Oise. Quelque temps après, les bruits publics le désignèrent pour remplacer l'ambassadeur Guillemaudet à Madrid. La révolution du 18 Brumaire ne détruisit pas ses espérances; et le nouveau gouvernement les réalisa à la fin de l'année, en publiant officiellement sa nomination. Il partit pour sa destination le 13 janvier 1800 (nivôse an VIII) et peu de temps après on reçut la nouvelle du bon accueil qui lui avait été fait par la Cour d'Espagne. Bonaparte ayant ensuite confié ce poste à son frère Lucien, Alquier passa en l'an X (1801) à l'ambassade de Naples. Il fut nommé en 1806 ambassadeur à Rome en l'absence du cardinal Fesch, rappelé à Paris par ses fonctions de grand aumônier. En 1810, M. Alquier fut ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la Cour de France près du roi de Suède, et il prêta serment le 8 avril entre les mains de l'Empereur. Le 13 nov. de la même année il adressa au baron d'Ingström, ministre suédois, une note remarquable par son ton de violence, sur le commerce que la Suède faisait avec les Anglais. Effrayé des menaces qui se trouvaient dans cette note, le cabinet de Stockholm se crut obligé de déclarer la guerre à l'Angleterre. Vers la fin de l'année suivante, M. Alquier passa à la Cour de Danemark en la même qualité, et il s'y trouvait encore en 1813. Ce fut à cette époque qu'à force de promesses et de menaces, il détermina cette puissance à des hostilités contre la Suède; et qu'il l'engagea ainsi dans une querelle qui lui a causé la perte de la Norvège. Il fut rappelé en 1814 par le gouvernement royal. Alquier fut obligé de sortir de France comme réfugié, et il arriva à Bruxelles en 1816 dans le mois de février.

C'est un homme d'esprit, né avec des sentiments honnêtes et un goût particulier pour les jouissances douces; il fut, par conséquent, déplacé à la Convention, et il ne s'y occupa guère que des moyens de se retirer sain et sauf de cet effroyable chaos. Sans doute il sacrifia trop à ce sentiment de crainte et d'égoïsme; mais il empêcha le mal toutes les fois que cela lui fut possible, sans compromettre sa sûreté individuelle. Un de ces conventionnels, qu'on a appelés représentants du peuple, avait organisé dans la Bretagne un bataillon d'enfants de 12 à 15 ans, dont il se servait pour faire fusiller les contre-révolutionnaires. Envoyé dans ce pays avant le 9 thermidor, Alquier fit cesser ces horreurs; mais il n'osa pas s'en vanter. En 1795, sur

la fin du règne de la Convention, il eut des liaisons particulières avec ceux des habitants de Paris qui l'attaquaient avec le plus de vigueur, et leur révéla plusieurs choses dont ils surent tirer parti, et tout cela sous le sceau du plus grand secret; mais il eut soin publiquement de ne pas se prononcer, se contenta de rire et de plaisanter avec tous les partis, toujours attentif à la direction que prenaient les événements afin de les mettre à profit, quels qu'ils fussent. Avant les journées du 13 vendémiaire an V (5 oct. 1795) il s'était logé dans une petite maison qui existait alors dans les fossés du jardin des Suédoises près le pont Courmant, afin de pouvoir se montrer tout de suite dans le sein de la Convention si le combat était à son avantage, ou dans les rangs des Parisiens s'ils étaient les plus forts. Il eut avec le duc d'Orléans et Danton des liaisons qui lui ont été souvent reprochées.

G.

M. M. 616 page 2. N° 18.

Le conf. Jean Charles Marie Alquier, laïc, âgé de 19 ans,
de Calmon, Diocèse de Luçon, fils de feu Jean René Alquier
seigneur à Calmon et de Marie Chérie Bonamy de
Bellefontaine, ayant fait ses études d'humanités et de
philosophie au collège de Niort; est entré à l'Institution le
8 janvier 1772 à Paris, et a été admis le 17 du même mois.
Il paye la pension ordinaire et il s'entretiendra. S.

M. M. 617 p. 137 verso

Le Conf. Jean Charles Marie Alquier, laïc, 19 ans, de Calmont,
Diocèse de Luçon, fils de feu Jean René Alquier, seigneur de Calmont
et de Marie Chérie Bonamy de Bellefontaine,
ayant fait ses humanités à Niort, et sa philosophie, est entré à Paris
le 8 janvier 1772, admis le 17
Pension ordinaire et s'entretiendra

M. M. 607, 5^e catalogue N° 33 =

Jean Charles Marie Alquier, de Luçon, entré à Paris en 1772.

M. M. 616. p. 2, N° 18 =

Le Conf. Jean Charles Marie Alquier, laïc, 19 ans, de Calmon, Dioc. Luçon,
fils de feu Jean René Alquier, seigneur à Calmon et de Marie Chérie
Bonamy de Bellefontaine, humanités et philosophie à Niort
entré à Paris le 8, admis le 17 janvier 1772. Pension ordinaire et entretien
S.

Hofer = Nouv. biographie générale, Paris, Didot, 1855, t. II col. 215

Charles Jean Marie, Baron Alquier, né à Calmont (Vendée) en 1752, mort à Paris le 4 février 1826.

Avocat du roi à la Rochelle au commencement de la Révolution, il fut élu maire de cette ville et député du Tiers Etat en 1790-1789. Dans l'Assemblée nationale, dans la Convention, dans le Conseil des Anciens, comme membre des Comités, rapporteur, commissaire, secrétaire, il prit une part active et influente à tous les travaux. Il vota la mort de Louis XVI avec cette restriction que « l'exécution n'aurait lieu qu'à la paix générale, époque à laquelle le corps législatif pourrait commuer la peine ; mais que l'application aurait lieu en cas d'invasion étrangère. »

Depuis l'année 1798, sa carrière fut toute diplomatique. Sous le Directoire, ministre plénipotentiaire auprès de l'électeur de Bavière, il demanda hautement la retraite des troupes autrichiennes, alors qu'on accusait son gouvernement d'insurger la Bavière ; après le Traité de Florence envoyé à Naples pour négocier la paix, il éprouva d'abord la destitution du ministre Acton, et il se retira, sans prendre congé, le jour même où les flottes anglaise et russe violèrent la neutralité. C'est lui qui fut chargé de résoudre les graves difficultés qui s'élevaient entre le St. Siège et la Cour impériale : pénètre du bon droit du Pape Pie VII, il eut le courage de s'en expliquer avec Napoléon. Celui-ci toutefois l'envoya en 1810 à la Cour de Suède, avec la mission de faire éprouver le blocus continental, que repoussaient invinciblement les intérêts du pays. Il était en Danemark quand la Restauration arriva, et il fut rappelé en 1814. La loi de bannissement du 12 janvier 1816 lui fut appliquée, et il se retira à Vilvorde près de Bruxelles. Mais le 14 janvier 1818 elle fut rapportée à son égard, grâce à l'intervention généreuse du Comte Boissy d'Anglas. Le baron Alquier accepta ce bienfait avec reconnaissance. Rentré en France, il y vécut dans la retraite jusqu'à sa mort.

Voir : Encyclopédie des gens du monde

Biographie des contemporains.

Charles Jean Marie Alquier, conventionnel et ambassadeur, né à Calmont (Gironde) en 1752, avait occupé plusieurs charges de magistrature à La Rochelle, lorsqu'il fut élu député du tiers-État d'Annis aux États généraux de 1789. Il siégea au côté gauche de l'Assemblée, et s'y fit remarquer par les rapports nombreux qu'il fut chargé de faire et dont les conclusions furent souvent adoptées. Élu, après la session, président du Tribunal criminel de S. et Oise, il fit en 1792 d'inutiles efforts pour soustraire à la mort les prisonniers qu'on amenait d'Orléans à Paris. La même année, ayant été nommé député de S. et Oise à la Convention N^{le}, il fut chargé de plusieurs missions dans les départements. Dans le procès de Louis XVI, il vota la mort avec susis jusqu'à la paix. Il traversa le déguise de la Terreur, sans en être ni victime, ni complice : il s'éleva même en 1794 contre les crimes commis dans la Vendée. En 1795, il fut un de ceux qui organisèrent provisoirement les nouvelles administrations de la Hollande. Il entra au Conseil des Anciens, en fut élu secrétaire, et y fit plusieurs rapports accueillis favorablement. En 1798, il entra dans la carrière diplomatique. D'abord consul général à Alger, il devint presque aussitôt ministre résident, puis ministre plénipotentiaire près l'électeur de Bavière. En 1799, il fut nommé par les consuls à l'ambassade d'Espagne, et négocia avec la Cour de Madrid la retrocession de la Louisiane en échange de la Corse. Rentré en France au commencement de 1801, il fut aussitôt chargé d'aller comme ministre plénipotentiaire traiter de la paix à Florence avec la Cour de Naples. Immédiatement après la ratification de ce traité, qui assurait à la France, entre autres avantages, la possession de l'île d'Elbe, il fut nommé à l'ambassade de Naples, où il eut d'abord peu de crédit pour déterminer la retraite du ministre Acton et dont il ne se retira qu'à la fin de 1805, lorsque la Cour des Deux-Siciles eut renoncé ouvertement à la neutralité. Alquier se rendit alors à Rome, où il remplaça bientôt le cardinal Fesch comme ambassadeur auprès du St. Siège. Il ne tarda pas à voir combien la résistance du Pontife était noble et combien elle serait persévérante : il ne cacha pas son opinion à son gouvernement ; il fut rappelé à Paris, ne tomba pas dans la disgrâce toutefois et se rendit en 1810 à Stockholm en qualité d'envoyé extraordinaire. Il avait l'ordre d'or

l'observation la plus stricte du système continental, ce qu'il était à peu près impossible d'obtenir, surtout en Suède. Aussi le négociateur passa-t-il en Danemark l'année suivante avec le même titre. Il y conclut en 1813 un traité d'alliance offensive et défensive, auquel il eut l'art de tenir Frédéric VI attaché jusqu'à la chute de Bonaparte.

Rappelé par Louis XVIII en 1814, il fut banni en 1816, quoique son vote, absolument conditionnel, n'eût pas été compté par le fait au nombre de ceux qui vénéraient la mort de Louis XVI. Rentré en France en 1818, il y mourut en 1828.

Robinet = Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire. T. I p. 25

Charles Jean Marie, chevalier Alquier, magistrat, législateur et ambassadeur, né à Calmont (Vendée) le 13 oct. 1752, de Jean René Alquier, seigneur de la principauté de Calmont et de Marie Thérèse

Bonamy, mort à Paris le 3 février 1826. ⁽¹⁾ Il était avocat au Parlement, lorsqu'il fut pourvu, le 27 août 1778 de la charge d'avocat du roi au siège présidial de La Rochelle, et le 22 juin 1785 de celle de procureur du roi au bureau des finances de la même ville. Le 26 mars 1789 il fut élu député du tiers aux États généraux par la troisième circonscription de La Rochelle et prit place à gauche. À l'expiration de son mandat, il devint président du Tribunal criminel de S.-et-Oise. Le 8 sept 1792, il fut élu, par ce département, membre de la Convention, et dans le procès du roi, vota pour la mort, tout en demandant que l'exécution fût différée jusqu'après la signature de la paix. Après le 9 thermidor, Alquier envoyé en mission à l'armée du Nord, prit part à l'organisation administrative de la Hollande. Entré au Conseil des Cinq-Cents, en l'an IV, il en devint secrétaire et en sortit en l'an VI pour devenir consul à Tanger; puis il échangea ce poste pour celui de chargé d'affaires à Munich. Le 9 frimaire an VIII, il fut nommé ambassadeur à Madrid, d'où il alla à Florence, puis à Naples, pour y occuper le même emploi. Le 10 avril 1806, il fut envoyé à Rome, toujours comme ambassadeur, mais n'ayant pas réussi dans ses négociations auprès du Pape, comme le désirait Bonaparte, il fut rappelé. M. Alquier, lui dit Bonaparte, vous avez voulu gagner des indulgences à Rome. — Sire, répondit Alquier, j'en ai jamais eu besoin que de la vôtre. Mais cette disgrâce ne dura pas toujours, car le 28 mai 1809, il fut nommé chevalier de l'Empire et nommé ministre plénipotentiaire à Stockholm en 1810, puis à Copenhague en 1814. Rappelé de ce poste par la Restauration, en juin 1814, il retourna dans ses foyers. En 1816, frappé comme ancien

a) le h
voir Lalanne
Bachelot
Lebas

ancien régicide par la loi du 12 janvier, il se réfugia à Bruxelles et ne fut autorisé à rentrer en France qu'le 14 janvier 1818.

Pérennès : Biographie universelle, Paris, Leroux et Gauthier, 1848, t. I p. 200

Charles Jean Marie Alquier, conventionnel et ambassadeur, né en 1752 à Calmont en Poitou, occupa successivement plusieurs charges à la Rochelle, et il était maire électif de cette ville, lorsqu'il fut député aux Etats généraux. Pour propre à figurer comme orateur dans cette assemblée, il se chargea de faire les rapports des Comités dont il était membre et il en présenta un grand nombre dont les principaux eurent pour objet : un mandement de l'évêque de Valguier qu'on accusait de vouloir soulever la Bretagne contre le nouvel ordre de choses, et qu'il fit poursuivre ; les troubles de l'île de Cabago, dont il fit rappeler le gouvernement royal ; les querelles qui s'étaient élevées, en 1791, entre catholiques et protestants à Nîmes... etc.

Alquier, nommé après la session président du Tribunal criminel de S. et Oise, s'efforça inutilement en 1792 d'empêcher le massacre des prisonniers qu'on transférait d'Orléans à Paris. Appelé la même année par ce département à la Convention, il vota la mort de Louis XVI « avec sursis jusqu'à la paix et exécution immédiate du jugement au cas d'invasion, » de la part des étrangers ou des princes exilés. Pendant le règne de la Terreur, Alquier ne songea qu'à se faire oublier. Après avoir été employé dans l'Ouest pour des réquisitions de chevaux, il concourut à l'organisation provisoire des différentes administrations de la Hollande qui eut lieu en 1795. Ne pouvant prévoir laquelle des nombreuses factions, qui se partageaient alors la France, devait l'emporter sur les autres, Alquier, un homme prudent, prenait toutes les couleurs, adoptait les idées les plus contradictoires, et n'empêchait le mal que lorsqu'il le pouvait, sans compromettre sa sûreté. Appelé, après la session conventionnelle, au conseil des Anciens, il en fut nommé secrétaire. En 1798, il fut chargé des fonctions de consul général à Gênes, puis de ministre résident et de ministre plénipotentiaire près de l'Electeur de Bavière. Après le massacre des ministres français aux portes de Radstadt, le prince Charles lui donna, pour recevoir dans sa patrie, une escorte qui le conduisit jusqu'aux avant-postes de l'armée française. Nommé receveur général du département de Seine et Oise, il abandonna bientôt cette place pour se rendre comme ambassadeur à Madrid. Lucien, que

(1) Les autres notices ne le disent pas. Voir l'article suivant.

L'Empereur voulait éloigner de Paris, le remplaça dans ce poste en 1801, et il se rendit avec le même titre à Naples, puis à Rome. Il continua dans cette ville les négociations ouvertes par le Cardinal Fesch auprès du 3^e Siège. Plusieurs catholiques qu'il eut avec le Pape, lui firent juger que la noble fermeté du Souverain Pontife serait un obstacle insurmontable à des prétentions exagérées et illégitimes, et il ne le dissimula pas au gouvernement français. Cette opinion déplut à celui qui était accoutumé à triompher de toutes les résistances, et Alquier se vit rappelé à Paris. Il ne fut pas pourtant disgracié, et, en 1810, il se rendit à Stockholm en qualité d'envoyé extraordinaire, puis de là, en 1811, en Danemark. Rappelé de Copenhague en 1814, il fut banni comme régicide en 1816. Louis XVIII lui permit de rentrer en France deux ans après. Alquier vécut depuis dans l'obscurité, et mourut à Paris en 1826.

Biographie moderne, Paris, Alexis Eymery, 1815 2 vol in 8, G.I. p. 32. 33

M. Baron Alquier, commandant de la Légion d'honneur, ambassadeur de France à Copenhague, ex-député aux États généraux et à la Convention.

Il était avocat du roi et maire de la Rochelle, lorsqu'il fut élu en 1789 député du tiers de la Sénéchaussée de cette ville aux États généraux. Il y fit successivement partie du comité des rapports et de celui de la Marine et des Colonies; se prononça hautement en faveur de la Révolution, et fit, dès le 22 octobre 1789, un rapport contre l'évêque de Grégoire, qui provoquait, disait-il, les Bretons à l'insurrection contre les lois de l'Assemblée N^{le}. Au mois de mars 1790, il dénonça l'usage du contreseing, comme servant à favoriser l'envoi de libelles contre révolutionnaires, et fut élu secrétaire sous la présidence de Dandré. Il avait jusque-là gardé une sorte de modération; mais le 17 février 1791, il fit une sortie si violente contre ce qu'il appelait les ennemis de la liberté, à l'occasion des troubles survenus dans l'île de Gabago, qu'on le regarda depuis lors comme un demagogue outré; à la suite de ce discours, et après avoir défendu, avec la plus grande chaleur, les nommés Gueslin, Guys et Breque, attaqués par la partie contraire, il fit décréter le rappel du maréchal de camp Jobal-Paguy, qui commandait dans cette île. Deux jours après il se prononça vivement en faveur des protestants de Nîmes, contre les catholiques, qu'il accusa d'être opposés au nouvel ordre de choses, et fit envoyer plusieurs d'entre eux par devant la Haute Cour d'Orléans. Nommé le 22 juin, après la fuite du roi, commissaire dans les départements du Nord et du Pas de Calais, il prêcha la soumission aux lois de l'Assemblée et exigea le serment de fidélité à la nation.

Puis après son retour, il fit un rapport sur les troubles d'Arles, et provoqua l'annulation des arrêtés du Directoire des Bouches du Rhône et l'improbation de la conduite de l'assemblée électorale de ce département. Après la session, il occupa la place de président du Tribunal criminel à Versailles, établit des relations avec les Jacobins de Paris, et fut élu, en sept. 1792, député du département de S. et Oise à la Convention nationale. Il y vota la mort de Louis XVI, mais demanda que son exécution fût différée jusqu'à la paix, époque où le corps législatif, alors en exercice, pourrait, dit-il, approuver cette mesure ou commuer la peine, à moins pourtant qu'il n'y eût invasion de la part de l'ennemi, et alors il votait pour qu'elle eût lieu de suite.

En 1793, il fut envoyé en mission à Brest; mais, soit qu'il prévît déjà que l'application des principes qu'il avait professés jusqu'alors, pourrait le mener plus loin qu'il ne le voulait, soit tout autre motif, il s'y conduisit avec beaucoup de circonspection, et ne tarda pas, par cela même, à y être remplacé par Cavaignac. Revenu dans le sein de la Convention, il fit sa cour aux chefs de tous les partis et parut n'accorder la préférence à aucun, se réservant de se prononcer suivant les circonstances. En effet, jusqu'à l'époque du 31 mai 1793, il ne resta jamais assis à la même place pendant toute une séance; à 2 heures il siégeait au marais et riait avec Vergniaud; à trois, il était sur la montagne, donnant la main à Danton, causant avec St. Just et n'applaudissant jamais que du pied. Chargé ensuite de la réquisition des chevaux dans les départements de l'ouest, il fut accusé d'y avoir fait des affaires lucratives, sans affliger personne; aussi un Dictionnaire de Hambourg prétend-il qu'il dit un jour à Jean-Bon-Saint-André: « Je ne sais pas comme vous faites, vous autres grands faiseurs, mais vous êtes toujours dénoncés; c'est sans doute parce que vous aimez à commander aux hommes; pour moi, j'aime mieux m'occuper des chevaux, ce sont les meilleurs gens du monde; jamais ils ne me dénoncent, et ils mourraient de faim sans se plaindre. »

Le reste de la carrière législative d'Alquier présente peu de traits; mais on le voit toujours néanmoins marcher avec les événements. Après la chute de Robespierre, il parla contre les honneurs commis dans la Vendée, et en accusa le général Curraeur; plus tard, on le vit s'élever contre les sectionnaires vendémiairistes, et, suivant toujours le vent, marcher constamment au secours des vainqueurs. Envoyé en mission auprès des armées du Nord et de l'ambre et Meuse, il les suivit à la conquête de la Hollande en 1795 et 1796, revint ensuite prendre place au conseil des Anciens

et on sortit au mois de Mai 1798. Nommé d'abord, par le Directoire exécutif, consul de France à Copenhague, il passa ensuite à Munich, avec le titre d'envoyé extraordinaire, et, à la suite de la dissolution sanglante du congrès de Rastadt en 1799, fut conduit de brigade en brigade jusqu'aux avant-postes de l'armée française, par les ordres du prince Charles.

À son retour à Paris, il fut pourvu de la recette générale du département de Seine et Oise, qu'il quitta, après le 18 brumaire, pour aller remplir les fonctions d'ambassadeur à Madrid. Il y demeura jusqu'en 1801, époque où Lucien Bonaparte lui succéda. Il passa à Naples en la même qualité; delà à Rome, en 1806, en remplacement du cardinal Fesch, enfin en Suède et en Danemark, où il était encore en 1814, lors du retour du roi, qui lui donna pour successeur à Copenhague M. de Bonmoy.

La seconde intronisation de Napoléon ne procura aucune faveur à M. Alquier, et la raison en est simple: la France étant alors en guerre avec l'Europe entière, ses ambassadeurs devaient naturellement rester visifs. Cette circonstance, qui Alquier saura sans doute faire valoir à son profit, pourra fort bien le ramener encore sur l'eau; dans tous les cas, ce serait la première fois qu'un événement politique ne lui aurait rien procuré.

Biographie moderne ou dictionnaire biographique de tous les hommes morts et vivants qui ont marqué la fin du 18^e siècle

Leipzig. Paul Jacques Beson, 1806, seconde édition. G. I. p. 39, 40 et 41

Alquier, avocat du roi et maire de La Rochelle. Il fut en 1789, député du Tiers état de la sénéchaussée de cette ville aux États généraux, et devint successivement membre des comités des Rapports, de Marine et des Colonies. Au nom du premier de ces comités, il fit, le 22 oct. 1789, un rapport sur un mandement de l'évêque de Breguier, qui poursuivait dans la Bretagne l'insurrection, contre l'Assemblée et ses lois. Ce travail fut suivi d'un décret ordonnant des mesures pour maintenir la tranquillité dans le pays et la poursuite du délit par le Tribunal chargé d'instruire les crimes de lèse-nation. Ce fut le 4 mars 1790 qu'il entra au comité des colonies; dans le même mois, lors de la discussion sur l'usage du contre-sens par les députés, il dénonça vivement l'envoi qui se faisait par ce moyen de libelles contre-révolutionnaires. Le 31 juillet suivant, il fut proclamé secrétaire sous la présidence de Dandré. Le 17 février 1791, il fit un rapport sur les troubles survenus dans l'île de Cabago, et défendit avec chaleur Gueslin, Guys et Besogne, qui

avaient voulu faire triompher les principes de la révolution dans la colonie. Il jeta le blâme sur le commandant Gobal dont il demanda le rappel ; ce qui fut décidé. Dans la séance du 19 du même mois, il fit un autre rapport sur les rixes qui avaient eu lieu à Nîmes, entre les protestants et les catholiques, et parla en faveur de ceux qu'il désignait sous le nom d'amis du nouvel ordre de choses. Le 2 avril suivant, il présenta un nouveau rapport, et obtint un décret par lequel l'Assemblée déclarant qu'il n'y avait pas lieu à délibérer sur la conduite des présidents et comm. des assemblées soi-disant catholiques de Nîmes et d'Uzès qui se retractaient, envoyait à la haute-cour d'Orléans ceux d'entre eux qui persistaient dans leurs démarches et esprit de rébellion. Nommé le 22 juin, commissaire près les départements du Nord et du Pas de Calais, pour maintenir l'ordre et la tranquillité qui pourraient être troublés sous le prétexte de l'évasion du roi, il donna à l'Assemblée des détails sur sa mission, avoua, dans la séance du 28 août, que le régiment de Beauce était dans un état d'insurrection vraiment fâcheux, et demanda que les mesures les plus promptes fussent prises pour réprimer les excès auxquels se portaient les soldats. Un de ses derniers travaux à l'Assemblée const. fut le rapport sur les troubles d'Arles, suivi de l'annulation des arrêtés du Département des Bouches du Rhône, et de l'improbation de la conduite de l'Assemblée électorale. Pendant la 1^{re} législature, il passa aux fonctions de président du Tribunal criminel du Département de S. et Oise, et fut nommé, en sept. 1792, député de ce Département à la Convention nationale, où il vota la mort de Louis XVI, demandant que l'exécution fût différée jusqu'à la paix, époque où le corps législatif alors en exercice pourrait faire exécuter ou commettre la peine, mais qu'elle eût lieu en cas d'invasion étrangère. Envoyé, dans le courant de 1793, en mission à Brest, il y fut remplacé, le 10 mai, par Castagnac. Jusqu'à l'époque du 31 mai, il ne resta jamais assis à la même place pendant toute une séance. A deux heures, il siégeait au marais, et dînait avec Vergniaud ; à trois, il était sur la montagne, donnant la main à Danton, causant avec Saint-Jest, et n'approuvant jamais que du pied. Pendant sa mission dans le Département de l'Ouest, pour la réquisition des chevaux, il fut accusé d'y avoir très bien fait ses affaires, sans affliger personne. Les auteurs du Dictionnaire d'Hambourg prétendent qu'il dit un jour à Jean Bon S'André : « Vous autres, grands faiseurs, vous aimez à commander aux hommes ; pour moi, j'aime mieux mes chevaux ; ce sont les meilleurs gens du monde ; jamais il ne dénoncent, et ils mourraient de faim sans se plaindre. » Le reste de la carrière législative d'Alquier présente peu de travaux, mais il marche toujours avec les événements. Au commencement de l'an III (fin sept. 1794) il parla contre les horreurs commises dans la Vendée, et accusa le général Curraux. Dans l'hiver de la même année (janv. 1795)

envoyé en mission aux armées du Nord et de l'ambre et d'ense, on vanta la modération de sa conduite; il transmitt les détails de la conquête de la Hollande par la première de ces armées, et put, avec ses collègues de mission, différents arrêtés pour organiser les nouvelles administrations de ce pays. Après la session conventionnelle, devenu membre du Conseil des Anciens, il en fut nommé secrétaire. Il présenta, dans la séance du 15 fructidor an IV (1 sept 1796), l'avis d'une commune pour la suppression du clergé régulier de la Belgique. « En donnant aux religieux et religieuses, dit-il, un capital suffisant pour les faire subsister, ils n'auront point à se plaindre. » Le conseil approuva la résolution.

Étant sorti du corps législatif en prairial an VI (mai 1798) il fut d'abord nommé par le Directoire consul à Sanger, puis ministre près de l'électeur de Bavière, avec le titre d'envoyé extraordinaire. A la fin de 1798 (commencement de l'an VII), il réclama de la cour de Munich le payement à la France de 14 millions de contributions et la retraite des troupes impériales. Dans une lettre publique au baron de Hompesch, il démentit fortement les projets attribués au Directoire de vouloir révolutionner les états du duc de Wurtemberg, et rejeta sur les Anglois la propagation nuisible de ces nouvelles. A la suite de la dissolution sanglante du congrès de Rastadt, Alquier fut invité par le prince Charles à se retirer de Munich, et conduit ensuite par ses ordres, de brigade en brigade, jusqu'aux avant-postes de l'armée française, où il arriva en ventôse de l'an VII (mars 1799). En septembre de la même année, le Directoire lui donna la place de receveur-général du départ. de S. et Oise. quelques temps après, les bruits publics le désignèrent pour remplacer l'ambassadeur Guillemardet à Madrid. La révolution du 18 brumaire ne détruisit pas ses espérances, et le nouveau gouvernement les réalisa à la fin de l'année, en publiant officiellement sa nomination. Il partit pour sa destination le 13 Janvier 1800 (Nivôse an VIII), et peu de temps après on reçut la nouvelle du bon accueil qui lui avait été fait par la cour d'Espagne. Bonaparte ayant ensuite confié ce poste à son frère Lucien, Alquier passa, en l'an X (1801) à l'ambassade de Naples. Il avait été aussi en mission à Lyon, dans le temps où cette ville était devenue la proie des terroristes; mais il fut plutôt témoin qu'acteur dans les mesures révolutionnaires que ses collègues firent éprouver. Il avait essayé à Versailles, en sept. 1792, d'empêcher le massacre des prisonniers venus d'Orléans; mais Danton, alors ministre de la justice, lui défendit de se mêler de cette affaire.

Balteau = Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey, 1936, t. II, col. 323-326 =

Charles Jean Marie Elquier, homme politique (13 octobre 1752 - 4 février 1826) était fils de René Elquier, sénéchal de la présidence de Calmont (Vendée) et fit ses études chez les Pères de l'Oratoire. après avoir songé à entrer dans les ordres, il s'adonna au barreau, devint avocat du roi au présidial de La Rochelle, puis procureur du roi au bureau des finances de la même ville, le 22 juin 1787.

Dès le début de sa carrière, il se trouva en désaccord avec les autorités ecclésiastiques, et le 6 mars 1788 il eut à révoquer un mandement de l'évêque de La Rochelle, Mgr de Crussol d'Uzès, relatif à l'édit de Novembre 1787 concernant l'état civil des protestants.

Le tiers état de La Rochelle l'ayant choisi comme représentant aux Etats-Généraux, il apparut à l'Assemblée, dont il fut secrétaire, comme un des plus vigoureux abbés que le patriotisme ait opposés à l'aristocratie, dit Dubois Crancé. Il se montra fort vif dans ses attaques contre le clergé. Le 22 octobre 1789 il était chargé d'un rapport sur la conduite de l'évêque de Grégoire, Mgr de Montier, accusé d'avoir provoqué l'insurrection en Bretagne. En janvier 1791, il demanda avec Mirabeau le remplacement des curés réfractaires pour refus de serment; il demanda aussi des mesures sévères contre le clergé de la région de Douai qu'il rendait responsable des troubles provoqués par la cherté des vivres. Il fut également chargé d'un rapport sur les troubles de Nimès et envoyé dans le Nord pour recevoir le serment des troupes.

Lors de la dissolution de l'Assemblée, il fut nommé président du Tribunal de S. et Oise et sa conduite, lors du massacre, le 9 septembre, des prisonniers amenés d'Orléans par Tournier l'Américain et mis à mort, en dépit des tentatives faites pour les sauver par les administrateurs du département de Seine et Oise et la municipalité de Versailles, a été sévèrement jugée.

Il était à S. Germain, pendant l'Assemblée électorale, il se rendit à Paris pour s'entretenir de l'arrivée des détenus avec le Comité de législation; mais, au lieu de rentrer à Versailles, il retourna à S. Germain et ne revint à Versailles qu'après le massacre. Chibaudou dit qu'il avait, avec une dignité un peu affectée, une prudence et une circonspection qui régénéraient en égoïsme.

Elu député à la Convention, il sut l'habileté d'éviter la plus grande partie des débats et de vivre à l'abri de tous risques. Dès le 22 septembre, il était envoyé à Lyon pour enquêter sur les troubles et pour rechercher les fraudes faites dans les fournitures à l'armée. Tant à Lyon qu'à Montpellier, il découvrit de nombreuses irrégularités. Dans le procès du roi, il vota la mort, mais avec la réserve à l'exécution. Il fit pendant 3 mois (avril-juin) partie du Comité de sûreté générale dont il fut même président et, comme tel, chargé de procéder aux interrogatoires des prévenus de complicité dans le vol du garde-meuble, en vue de parvenir à la découverte du complot. Il fut à deux reprises assigné comme représentant aux armées, d'abord dans l'ouest, puis sur la frontière de l'Est; mais il ne s'y rendit pas et se contenta de missions à Remy et Brest pour embarquement de troupes. Il fut pour ce motif accusé de manque de bravoure et on le soupçonna d'avoir profité de son office pour s'enrichir. Robespierre se défiait de lui et il paraît qu'il avait des relations avec le comte de Batz.

Elquier protesta, à la séance de la Convention du 8 vendémiaire an III contre les atrocités commises en Vendée par Turreau et fut à la tribune l'ordre donné de faire éponger sans distinction l'âge et le sexe tout ce qui se trouverait sur le passage des bandes. Il fut, le 10 nivôse an III, envoyé en Hollande pour organiser le pays en compagnie du représentant Cochon. Il fit annuler les résolutions des 28 sept. 1792 et 16 avril 1793 par lesquelles le gouvernement avait décidé de refuser l'asile aux représentants qui avaient voté la mort du roi et à ceux qui avaient pactisé avec la Révolution. C'est lui qui, avec Robespierre et Bellegarde transmittait à Diderot, le 27 décembre 1794 l'ordre d'arrêter en Hollande.

Au conseil des Anciens, il demanda la suppression du clergé régulier de la Belgique. A partir de 1798, il ne s'occupa plus que d'affaires diplomatiques et il acquit dans sa nouvelle carrière une réputation fort honorable. Ministre plénipotentiaire en Bavière en l'an VII, où il devait réclamer le paiement d'indemnités dues à la France, il travaillait les gaudes, les amis des lumières, les francs-maçons, tout ce qui était susceptible de s'agiter et de neutraliser les gouvernements. Il protesta, du reste, dans une lettre insérée au Moniteur, le 12 ventôse an VII, contre l'accusation portée contre lui de chercher à révolutionner le pays. Il fit des ouvertures à Maximilien Joseph des Deux-Ponts, qui venait de succéder à Charles Théodore le 16 février 1799 et à son ministre Montgelas, qui se déclarèrent du côté de la France. Exposant sa théorie que les Princes devaient s'occuper du soin de leur conservation et de leur agrandissement, il promettait à la Bavière de l'agrandir aux dépens de l'Autriche. Il demeura à Munich jusqu'après le congrès de Rastadt et les plénipotentiaires français ayant été assassinés, il fut reconduit jusqu'à la frontière.

De retour en France, il obtint le poste de receveur général du département de Seine et Oise; mais il ne le conserva que peu de temps, comme ne convenant ni à ses talents, ni à ses goûts. Bonaparte avait songé à le nommer à la préfecture de police et Regnault de St. Jean d'Angely avait fait sur lui un rapport favorable, disant qu'il était difficile d'avoir plus d'esprit, un tact plus fin, plus de tenue et d'aménité, qu'il connaissait bien les hommes et les choses de

la Révolution ; mais qu'on lui reprochait sa poltronnerie et sa paresse.

Désigné comme ambassadeur en Espagne, le 30 nov. 1799, il y reçoit un excellent accueil. Il abandonne alors les sentances républicaines et les opinions jacobines, se lie avec l'ambassadeur Argüjo, dont il se dit l'ami, mais qu'il n'estimait point. Il travaillait à obtenir la cession de la Louisiane quand il fut remplacé par Berthier. Il était appelé à prendre part

(octobre 1800) aux négociations en vue de la paix qui s'ouvraient à Lunéville.

Il passe ensuite à Florence, en janvier 1801 et négocie le traité signé le 28 mars avec le roi de Naples. Il est ensuite envoyé à Naples. Il dénonce les amonements des napolitains et la perfidie d'Acton et, le 31 juillet 1804, il inaugure sa nouvelle mission par l'avis que, si un seul Russe débarque dans le royaume, l'Empereur y verra une déclaration de guerre. Secondant les idées de son maître, qui toujours accusait la reine Caroline de perfidie et ne cessait non plus de la provoquer pour avoir contre elle un grief et détruire la dynastie, Alquier écrivait le 31 août 1805 : « Si les choses vont mal ici, le mal est dans les maîtres ; il n'y a rien à attendre non plus du prince héréditaire ; l'avenir est fermé pour nous, on sera constamment opposé à notre système, il est donc désirable que le gouvernement du pays passe en d'autres mains ».

Après l'occupation de Naples, Alquier partit pour Rome, où il remplaçait le cardinal Torchi. Il était chargé d'obtenir une alliance du Pape. Rome, lui disait Napoléon, fait partie de l'Empire et les ports doivent en être fermés aux Anglais, faute de quoi le reste de l'Etat pontifical serait occupé, l'intention de l'Empereur étant d'accoutumer le peuple de Rome et les Français à vivre ensemble, afin que Rome cessât insensiblement d'exister en tant que puissance temporelle. Alquier ne réussit pas dans sa mission et fut appelé, sans être pour cela mis en disgrâce, bien que Napoléon lui reprochât d'être devenu dévot. Il avait été enthousiasmé par le Pape, qui lui avait témoigné une bienveillance particulière et il avait l'autre part cherché à dissiper les préventions de l'Empereur, auquel il recommandait d'insister, dans les négociations avec Rome, « les routes qui peuvent conduire à violer les droits du sanctuaire » et il déclarait que « l'immunité du Pape est toujours inviolable ». Il fut fait chevalier de l'Empire le 28 mai 1809 et reçut plus tard le titre de baron.

En 1810, Alquier fut envoyé à Stockholm, où il ne réussit pas plus qu'à Rome. Etudiant la mission d'Alquier en Suède, M. Coquelle dit qu'il conduisit mal les négociations. Celles-ci devaient tendre à contraindre la Suède à appliquer le blocus continental, puis à contracter une alliance avec Napoléon contre la Russie. Gustave III était disposé à cette alliance si l'Empereur laissait libre d'annexer la Norvège, ce qui fut refusé. Les négociations échouèrent, ce à quoi l'Empereur ne pouvait se résoudre.

L'ambassadeur avait choqué par son manque de tact, et sa vie privée déshonorait la chronique scandaleuse. Les relations entre Alquier et Bernadotte, infatigable de sa valeur et de son nouveau prestige, devinrent malaisées. Des querelles, on en vint aux propos injurieux qui n'étaient que le prélude de la défection. Les notes du ministre n'avaient nullement un caractère diplomatique. Au cours d'une dernière réception, Alquier, qui du reste avait été invité en des termes différenciés que les autres ambassadeurs, resta assis pendant que le roi se tenait debout. Les seigneurs suédois regardèrent d'un air seigneurial à la table où il viendrait peut-être s'asseoir, mais il prétextait une migraine et ne soupa pas. Napoléon le rappela et il partit sans avoir vu le roi, ni le prince royal, ni les ministres.

L'Empereur ne lui en voulut pas et il le nomma à Copenhague, après lui avoir infligé un blâme discret. Là, il put maintenir l'alliance avec la France. Il fut rappelé en juin 1814 et le roi Frédéric VI lui témoigna, lors du départ, une extrême bienveillance.

Il fut exilé sous la Restauration et dut seulement le 14 janvier 1818 que, sur la requête présentée en sa faveur par Boissy d'Anglas, il fut autorisé à revenir en France. Il vint dans la retraite à Versailles et y mourut d'une attaque d'apoplexie.

Son portrait a été peint par David (sans doute à Bruxelles où ils étaient tous les deux exilés).

Un petit nombre des rapports qu'il a rédigés, ont été imprimés séparément.

Ch. Grevost.

Robert et Cougny : Dictionnaire des parlementaires français. Paris, Bourelot, 1889.

Alquier Charles Jean Marie, député du tiers aux Etats généraux pour la sénéchaussée de La Rochelle, membre de la Convention, et député aux Cinq-Cents pour Seine et Oise, né à Talmont (Vendée) le 15 octobre 1752, mort à Paris le 3 fév. 1826, entra par le barreau dans la magistrature, et fut conseiller du roi au présidial de La Rochelle, en même temps que procureur du roi au bureau des finances.

L'évêque de La Rochelle ayant vivement attaqué l'édit royal de Novembre 1787 qui rendait aux protestants un moyen légal de constater leur état civil, Alquier incrimina le mandement au nom du respect dû à la loi et au roi, et parvint à le faire supprimer par arrêt du Parlement. Ce succès le fit choisir pour maire de La Rochelle le 25 avril 1788. Le 29 X suivant, à propos de la prochaine convocation des Etats généraux, il prononça devant le corps de ville, un discours remarquable : « La dignité des deux premiers ordres, dit-il, ne peut-elle donc subsister que par l'asservissement du tiers ? » Il rappela, qu'aux Etats de 1614 La Rochelle avait eu 4 députés, 1 pour l'ordre de la noblesse et 3 pour le tiers-état. Cette attitude lui valut, aux élections du 26 mars 1789, d'être élu par le tiers, le premier sur deux ; on fit alors courir le quatrain suivant :

Quand des citoyens vont s'élire
On vis les suffrages flatteurs,
Alquier, alors tu pourrais dire
Autant de voix, autant de coeurs.

Aux Etats généraux, Alquier se montra le champion des idées nouvelles, fit condamner le mandement réactionnaire de l'évêque de Grégoire, obtint l'impression et l'envoi aux départements du mandement de l'évêque d'Angers, devint membre du comité des colonies, fut chargé de plusieurs missions dans les départements, et passa secrétaire de l'assemblée le 13 juillet 1790. Lors de l'élection des juges au Tribunal de District de La Rochelle, le 22 Nov. 1790, Alquier fut choisi le 2^e sur 5, et, à la dissolution de l'Assemblée Nationale, fut nommé président du Tribunal criminel de Seine et Oise. En cette qualité, lorsque les prisonniers d'Orléans furent dirigés sur Versailles, Alquier vint demander à Danton, alors ministre de la justice, s'il devait les interroger dans les 24 heures. Danton lui tourna le dos sans répondre et les prisonniers furent égorgés au moment où ils passaient la grille de l'Orangerie.

Le 8 sept. 1792, le département de S. et Oise élut Alquier à la Convention par 335 voix sur 668 votants. Dans le procès de Louis XVI, au 3^e appel nominal, Alquier répondit : « Je vote pour la mort ; mais je demande que l'exécution soit différée jusqu'après la signature de la paix, et qu'elle ait lieu au cas d'une invasion des puissances étrangères. » Son rôle fut volontairement assez effacé à la Convention. « A 2 heures, dit un contemporain, il siégeait au marais et riait avec Vergniaud ; à 3, il était sur la montagne, donnant la main à Danton, causant avec St Just, et n'applaudissant jamais que du pied. »

Administrative De la Hollande nouvellement conquise. Après le 9 thermidor Alquier fut envoyé aux armées du Nord, et prit part à l'organisation

Le 25 vendémiaire an IV, le département de S. et Oise, l'envoya par 173 voix au conseil des 500, dont il fut nommé bientôt secrétaire. Il en sortit en mai 1798 comme consul à Gênes, poste qu'il échangea de suite contre celui de chargé d'affaires à Munich. Après le congrès de Rastatt, nommé receveur général de Seine et Oise, le 9 vendémiaire an VIII, il préféra l'ambassade de Madrid, où il fut envoyé le 9 frimaire pour passer bientôt à Florence, puis à Naples ; c'est lui qui obtint de cette dernière tout la cession de la ville d'Elbe.

Ambassadeur à Rome, le 10 avril 1806, il ne réussit pas au gré de l'Empereur auprès du P. Père et fut rappelé : « M. Alquier », lui dit Napoléon, vous avez voulu gagner des indulgences à Rome. — « Sire », répondit Alquier, je n'ai jamais eu besoin que de la vôtre. »

Dans une lettre à un ami, Dake de Paris, du 7 juin 1806, Alquier ne dissimule pas « le chagrin qui l'accable ; je ne me console pas de ce que l'Empereur a paru croire que j'avais négligé mes devoirs... Après 10 ans de service, je suis obligé de vendre mes meubles pour vivre. »

La disgrâce prit fin, car Alquier fut créé, le 28 mai 1809, chevalier de l'Empire, et nommé ministre plénipotentiaire à Stockholm en 1810, puis à Copenhague en 1811, où il parvint à conclure (1813) une alliance offensive et défensive. Rappelé par la 1^{re} Restauration, en juin 1814, il rentra dans la vie privée. La loi du 12 janvier 1816, qui bannissait les régicides, lui fut durement appliquée, bien que son vote n'eût pas été compté parmi ceux qui conduisaient Louis XVI à l'échafaud. Il se réfugia à Bruxelles et y vécut paisiblement, jusqu'au 14 janvier 1818, jour où il reçut l'autorisation de rentrer en France, grâce à l'intervention de Boissy d'Anglas, alors pair de France, et son ancien collègue à la Convention.

Deux fils : descendants

Louis Victorien baron Alquier, né à la Flocellière (Vendée) le 2 Xth 1831, vice amiral en 1892, mort en Nov. 1906

Arthur, baron Alquier, député de la Vendée

Charles Jean-Marie Alquier

Né à Talmont (Vendée) le 13 5 1752

Entré à Paris le 8 5 1772, admis le 17 -

absent des listes 1773/74 (MM 591)

et 1774/75/76 (MM. 592)

où le P. Bonnardet a-t-il pu voir qu'il
serait sorti en 1776 ?

Alquier Charles Jean Marie

né à Talmont (Vendée) le 13 oct-1784
mort à Paris le 4 février 1826



Prix du Billet : 10 frs.



ÉGLISE SAINT-EUSTACHE

OFFICE

du

VENDREDI-SAINT

19 AVRIL 1935 à 15 heures

GRANDE NEF 1^{re} SÉRIE

ENTRÉE POUR UNE PERSONNE
par l'Impasse Saint-Eustache (3 Rue Montmartre).

Roubaix le 18 septembre 1976

à Monsieur le Père Auvray
Archiviste
Archives de l'Oratoire

75, rue de Vaugirard

Paris

Mon Père,

les renseignements que vous me donnez sur Alquier me sont très précieux et je vous en remercie infiniment.

Il est tout à fait dans la ligne en ayant fait ses études chez les Oratoriens de Niort, puisque sa mère s'était remariée avec Monsieur Gerbier et qu'ils habitaient Niort.

Je vous prie de bien vouloir m'excuser de revenir auprès de vous, mais vous serait-il possible de me dire, si vous possédez les archives du collège de Niort, afin de me donner quelques renseignements sur son séjour dans celui-ci, ou si ce collège existe toujours, au quel cas je pourrais y écrire.

Je vous en remercie bien sincèrement, et je vous prie de bien vouloir agréer, Mon Père, l'expression de mes sentiments très respectueux.

M. Gerbier

Henri de Boussac
Résidence Horizon C 12
11, Avenue des Cottages
59100 Roubaix

Paris le 21 Septembre 1976

Monsieur,

Je suis heureux que les renseignements que je vous ai transmis sur ALQUIER vous aient été utiles.

Sur le collège de Niort, supprimé à la Révolution, nous n'avons presque rien ici. Ses archives ont dû être versées aux Archives départementales des Deux-Sèvres.

Mais un livre est paru, il y a quelques années, sur la fin de l'ancien régime à Niort. Essai de sociologie religieuse (Paris, Desclée de Brouwer, 1956) qui consacre au collège oratorien un chapitre où vous trouverez peut-être des données utiles. Son auteur est M.L.FRACARD, (en religion Soeur Marie-Pierre). Elle a étudié sérieusement la question. Si vous voulez l'interroger à ce sujet, voici son adresse : Soeur Marie-Pierre Fracard 7 rue du Petit Banc - Niort - 79000.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très dévoués.

P.AUVRAY

Archiviste

Roubaix le 12 septembre 1976

à Monsieur le Père Auvray
75, rue de Vaugirard
Paris

Mon Père,

j'avais interrogé Monsieur de Givry, au Collège de Juilly, et il a eu l'amabilité de m'indiquer que vous dirigiez le Centre des Archives Oratoriennes, c'est pourquoi je me permets d'avoir recours à votre obligeance.

Je tente d'écrire la biographie de mon ancêtre maternel, Charles Jean Marie Alquier, né à Talmond, en Vendée, le 13 octobre 1752.

Je cherche des renseignements sur ses études, et je sais seulement, par une note de son fils, qu'il entra en janvier 1778 à " l'Institution des Pères de l'Oratoire " à Paris.

Sur les Collèges où enseignaient les Pères de l'Oratoire à Paris, à cette époque, je n'ai trouvé aucun renseignement dans l'ouvrage de Lallemand, " Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire de France ". Je croyais que le Collège d'Harcourt dépendait de l'Oratoire, mais il ne le semble pas d'après le livre de Bouquet, " L'ancien collège d'Harcourt et le Lycée Saint-Louis ".

D'autre part, Monsieur de Givry m'a confirmé qu'Alquier ne figurait pas sur les listes du Collège de Juilly.

Je suis donc conduit à vous demander, si vous le voulez bien :

- quels étaient les collèges de l'Oratoire à Paris en 1778,
- si vos Archives permettent de trouver trace d'Alquier, et si oui, de savoir, dans quelle classe il était entré, en janvier 1778, les études qu'il a faites, comment il était noté et à quelle date il est sorti du collège.

Je m'excuse d'abuser ainsi de votre temps, mais s'il vous était possible de me faire donner des renseignements sur ces points, je vous en serais infiniment reconnaissant, et je suis, bien entendu, d'accord pour désintéresser la personne qui ferait ces recherches.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie de bien vouloir agréer, Mon Père, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Henri de Boussac

Henri de Boussac
Résidence Horizon C 12
II, Avenue des Cottages
59100 Roubaix

Roubaix le 13 septembre 1976

à Monsieur le Père Auvray
75, rue de Vaugirard
Paris

Mon Père,

j'ai fait une faute de frappe dans ma lettre d'hier.
C'est en janvier 1772, et non 1778, qu'Alquier est entré à " l'Institution des Pères de l'Oratoire " à Paris.
Je m'en excuse vivement, et vous prie, Mon Père, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments très respectueux.

Henri de Boussac

Henri de Boussac
Résidence C 12 Horizon
11, Avenue des Cottages
59100 Roubaix

Paris le 16 Septembre 1976

à Monsieur Henri de BOUSSAC

Résidence Horizon C 12

11 Avenue des Cottages

59100 Roubaix

Monsieur,

Voici, en réponse à votre lettre du 12 septembre, ce que je puis vous dire du passage à l'Oratoire de votre ancêtre Charles Jean Marie ALQUIER :

- 1°) Les Oratoriens n'avaient pas de collège à Paris.
- 2°) L'Institution des Pères de l'Oratoire n'était pas un collège, mais ce que nous appellerions aujourd'hui un noviciat, où les aspirants oratoriens passaient une année de probation et de formation spirituelle avant d'être admis dans la Congrégation. Cette maison d'Institution était située à Paris, au Faubourg Saint-Michel (actuellement hôpital des Enfants trouvés, 71 Avenue Denfert-Rochereau).
- 3°) Le passage de Charles Jean Marie ALQUIER se trouve en effet mentionné dans les 3 registres d'entrée à l'Oratoire qui sont conservés aux Archives Nationales (Série MM), et dont je vous joins la photocopie.
La notice n 616 porte à la fin un S qui doit signifier qu'il est " sorti ", et n'a pas persévéré dans la congrégation. Mais on ne donne pas la date de cette sortie : ce peut être avant la fin de l'année d'institution... ou après. Ce qui est sûr c'est que je ne trouve aucune trace de la présence de Charles Jean Marie ALQUIER dans aucune maison de la Congrégation après 1772.
- 4°) Ces notices vous donneront un autre renseignement utile : le jeune ALQUIER avait fait toutes^{ses} études - humanités et philosophie - au collège (oratorien) de Niort.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très dévoués.

Signé P. Murray